

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS  
DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE  
(SEINE-MARITIME)  
(28 février 1983)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1984,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars 1984)

**AVENANT N° 38 DU 23 JUILLET 2004 (1)**

NOR : AGRS0597001M

Entre :

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de Seine-Maritime ;

L'union syndicale agricole de Seine-Maritime,

D'une part, et

Le syndicat CFDT des salariés des exploitations agricoles de Seine-Maritime (FGA-CFDT) ;

L'union départementale des syndicats CFTC de Seine-Maritime (fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture-FSCOPA/CFTC) ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO (FGTA-FO),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 34 « Repos hebdomadaire » sont remplacées par les suivantes :

« Il est fait application des dispositions contenues dans l'accord national du 23 décembre 1981 portant sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles (articles 5.1 à 5.3), de ses avenants ainsi que des textes

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

législatifs et réglementaires en vigueur, sous réserve que l'employeur informe le chef du service départemental de l'inspection du travail et de la politique sociale agricoles en cas de suspension du repos hebdomadaire.

Cet accord figure en annexe de la convention. »

## **Article 2**

Les dispositions de l'article 37 « Jours fériés » sont remplacées par les suivantes :

### **Article 37**

#### *1<sup>er</sup> Mai*

L'indemnisation du travail du 1<sup>er</sup> Mai fait l'objet des règles spéciales stipulées par l'article L.222-7 du code du travail.

## **Article 3**

Il est intercalé après le premier alinéa de l'article 38 « Absences » un paragraphe ainsi rédigé :

« Toute absence non autorisée ou non justifiée dans les 48 heures, sauf cas de force majeure, peut entraîner des sanctions disciplinaires allant de l'avertissement au licenciement, sous réserve le cas échéant du respect de la procédure disciplinaire énoncé aux articles L. 122-14 et L. 122-41 et suivants du code du travail. »

## **Article 4**

Les dispositions de l'article 51 « Congés exceptionnels » sont complétées ainsi :

« – 2 jours pour le décès du conjoint, d'un enfant, du père, de la mère ou du partenaire pacsé. »

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, cité administrative, 2, rue Saint-Sever, 76032 Rouen Cedex.

Fait à Rouen, le 23 juillet 2004.

(Suivent les signatures.)